

ATTENTION :

L'acheteur CIF est-il lié aux conditions de la police de son vendeur non prévues dans son certificat d'assurance ?

Par Maître Katie Pritchard • Partner Commodities and Shipping Group.
SQUIRE PATTON BOGGS (UK)

Les graves ennuis financiers d'un important Trader l'ont conduit à se retirer définitivement du marché. Il est alors apparu que des certificats d'assurances émis pour compte de cette société, dans le cadre de ventes CIF, ne contenaient pas certaines dispositions de sa police flottante (concernant par exemple les « franchises déduites »).

L'assureur a soutenu que l'acheteur CIF n'avait pas plus de droit que l'assuré, et qu'il était en droit de lui opposer les dispositions de la police non reproduites sur le certificat d'assurances remis à cet acheteur.

Marine Consultant, saisie de cette situation par l'un des acheteurs CIF a interrogé le cabinet légal **SQUIRE PATTON BOGGS (UK) LLP** à Londres, qui nous a fait l'amitié de rédiger la consultation suivante, et nous a autorisé à la publier. Nous l'en remercions vivement, et spécialement Katie PRITCHARD (Partner).

*N'hésitez pas à consulter notre société **Marine Consultant** afin de vous porter conseil, de gérer et exercer des recours amiables ou judiciaires, sur une base « **NO WIN, NO FEE** ».*

Commentaires de Me Katie PRITCHARD **(traduction libre)**

Dans le cadre d'une vente CIF, où c'est la responsabilité du Vendeur de présenter une assurance pour un transport international de marchandise, l'Acheteur CIF se voit le plus souvent présenter un certificat d'assurance uniquement, plutôt que la police complète entre le Vendeur et l'Assureur.

Cela peut créer des difficultés lorsque l'Acheteur présente une réclamation au titre de l'assurance faculté et que les Assureurs s'appuient sur une disposition de la Police conclue avec le Vendeur pour limiter ou refuser sa garantie.

La question est donc de savoir si, à l'encontre de l'Assureur, l'Acheteur est lié aux conditions prévues dans la police souscrite par le Vendeur ou bien s'il est en droit de se fonder sur le certificat d'assurance et les termes qui y sont stipulés.

Bien entendu, l'Acheteur peut exercer un recours en vertu de son contrat de vente si les conditions d'assurance du Vendeur sont inadéquates. Cependant, dans le cas où le Vendeur serait insolvable ou bien si l'exécution était trop difficile, cela ne serait pas l'option adéquate.

Le droit anglais propose plusieurs approches.

D'un point de vue traditionnel, l'Acheteur CIF ne peut acquérir plus de droits à l'encontre de l'Assureur que ceux du Vendeur/Assuré. Cela signifie que l'Acheteur est lié ici à une clause défavorable limitant la couverture alors même qu'elle n'apparaîtrait que sur la police (inconnue de l'Acheteur) et non sur le certificat d'assureur.

A contrario, une autre approche prévoit que si un Assureur souhaite se prévaloir d'une disposition de la Police (non reprise dans le certificat d'assurance), à l'encontre du tiers porteur, tel un acheteur CIF, l'Assureur doit être en mesure de démontrer qu'il a pris des mesures raisonnables pour porter cette clause à l'attention de l'endossataire.

Le manuel britannique de référence "BENJAMIN'S SALE OF GOODS (10e édition) prévoit les difficultés qui pourraient arriver à l'Assureur lorsque toutes les conditions de la police ne seraient pas prévues dans le certificat d'assurance. Les cas suivants sont cités au paragraphe 19-048 :

- « Dans l'affaire **Koskas v Standard Marine Insurance Co Ltd (1927) 32 Com.Cas.160**, un Acheteur CIF avait reçu un certificat d'assurance représentant expressément et remplaçant la police. Celle-ci contenait une clause en petits caractères exigeant que la perte ou les dommages soient déclarés « dès que les marchandises sont débarquées ou que la perte est connue ou prévue » ; mais le certificat ne prévoyait pas cette disposition. Il a été jugé que les droits de l'acheteur n'étaient pas limités par la clause imprimée car l'Assureur n'avait pas pris les mesures nécessaires pour la porter à l'attention de l'Acheteur.
- De la même façon, dans l'affaire **De Monchy v Phoenix Insurance Co of Hartford, (1928), 33 Com.Cas.197**, une prescription était imposée par la police et non par le certificat d'assurance lequel prévoyait de représenter et remplacer la police. Il a de nouveau été jugé que le droit d'action de l'acheteur n'était pas limité par la prescription qui n'était contenue que dans la police. L'Assureur n'aurait pu invoquer ce délai que s'il avait avisé l'Assuré d'incorporer cette disposition dans le certificat. La compagnie d'assurance ne l'avait pas fait simplement parce que cette clause pouvait « être trouvée avec diligence dans l'un des innombrables documents et clauses » qui constituait la police. La solution de ces cas doit tenir compte des seuls rapports entre Assureur et Acheteur CIF.
- La même conclusion a été retenue dans l'affaire **MacLeod Ross & Co v Compagnie d'Assurances Générales l'Helvetia of St Gall [1952] All E.R. 331**. Dans cette affaire, une société française de transitaires a souscrit une police flottante avec les défendeurs, une compagnie d'assurance suisse, pour couvrir les expéditions. La police contenait un certain nombre de conditions, dont l'une précisant qu'en cas de litige, les défendeurs ne pouvaient être poursuivis que devant le tribunal de commerce du lieu où le contrat avait été conclu (ici la Suisse). Les défendeurs ont transmis aux transitaires demandeurs deux certificats d'assurance intitulés « Addendum à la police d'assurance » censés être émis conformément à la police flottante. Ces certificats, cependant, contenaient des conditions relatives à certains risques qui ne figuraient pas dans la police originale et ne prévoyant pas la compétence exclusive du Tribunal de commerce suisse. Les défendeurs ont donc demandé la suspension de la procédure lorsque les demandeurs ont intenté une action à Londres. La Cour d'appel a considéré, après interprétation, que la police flottante et les certificats étaient des contrats distincts – la requête en invalidation de l'action engagée à Londres faite par les défendeurs n'était pas recevable. Il a été jugé que le titulaire des certificats d'assurance n'était pas lié par la clause attributive de compétence parce que celle-ci n'était pas énoncée au recto des certificats. En prononçant ces conclusions, la Cour d'appel via Lord Denning a considéré qu'« il ne faut pas oublier que la compagnie d'assurance a émis ce certificat en sachant qu'il serait endossé au profit du porteur et utilisé par lui ». Lorsque l'Assureur a imprimé les conditions au verso, il a vraisemblablement imprimé toutes celles qui concernaient le titulaire et omis celles qui ne le concernaient pas. Je ne pense pas qu'il soit juste de le tenir lié [l'Acheteur] aux autres conditions qui n'ont pas du tout été portées à son attention... »

L'application des principes donnés dans ces trois cas permet d'argumenter qu'un Assureur n'a pas le droit de se fonder, contre l'Acheteur CIF, sur une condition de la police qui n'était pas également énoncée au recto du certificat d'assurance.

FOCUS ON :

Is the CIF Buyer bound by some clauses of the Seller's Policy which are not mentioned in his insurance certificate ?

By Mrs Katie Pritchard • Partner Commodities and Shipping Group.
SQUIRE PATTON BOGGS (UK)

The bankruptcy of an important Trader led this latest to withdraw -permanently- from the market.

It then appeared that insurance certificates issued on behalf of this company for CIF costs did not contain some clauses while contained in the open policy (notably concerning the deductibles).

The underwriter argued that the buyer "CIF" could not have more right than the insured and that the insurer was therefore entitled to oppose the clauses of the open policy although they were not appearing on the certificate of insurance.

Marine Consultant has asked the firm **SQUIRE PATTON BOGGS** located in London the below consultation regarding this situation.

Following to her work and authorization of publication, we thank very much the author of this newsletter, Mrs Katie Pritchard, Partner Commodities and Shipping Group.

*Please do not hesitate to contact **Marine Consultant** for assistance, management or recovery of your cargo claims on a " **NO WIN, NO FEE**" basis.*

Comments by Mrs Katie PRITCHARD

Under CIF contracts, where it is the Seller's responsibility to procure cargo insurance for the international shipment, the CIF Buyer is most commonly only presented with an insurance certificate rather than the full underlying insurance policy between the Seller and the Insurer.

This can create problems when the Buyer comes to make a claim under the cargo insurance and the Insurers rely on a provision of the underlying policy to restrict or refuse coverage.

The issue that then arises for consideration is whether the Buyer is bound as against the Insurer by the conditions of the insurance taken out by the Seller or is entitled to rely on the insurance certificate as setting out all the applicable terms.

Of course, the Buyer may have a cause of action under the sale contract if less than adequate insurance has been taken out by the Seller. However, if, for example, the Seller is insolvent or in a jurisdiction where enforcement is difficult, this may not be an adequate remedy.

English law may offer different approaches to this problem. A traditional view is that a CIF Buyer cannot acquire more rights against the Insurer than possessed by the Seller as the original insured party. This means that the Buyer will be bound by an unfavourable term restricting coverage even if it only appears in the policy (which the Buyer has not seen) and not the insurance certificate.

However, another view is that if an insurer wishes to rely on a provision of the insurance taken out by the original assured against a third party endorsee, such as a CIF buyer, the insurer must be able to show it has taken reasonable steps to bring that provision to the attention of the endorsee.

The leading textbook on the English law of sale of goods, Benjamin's Sale of Goods (10th Edition), discusses the difficulties that can arise for an insurer where not all the conditions of the underlying policy are set out in the insurance certificate and cites the following cases at paragraph 19-048:

- *"In Koskas v Standard Marine Insurance Co Ltd (1927) 32 Com.Cas. 160, a c.i.f. buyer received a certificate which was expressed to represent, and take the place of, the policy. The policy contained a clause in small print requiring loss or damage to be reported "as soon as the goods are landed or the loss is known or expected"; but the certificate contained no such clause. It was held that the buyer's rights were not restricted by the printed clause as the underwriter had not taken adequate steps to bring it to the buyer's attention. Similarly, in De Monchy v Phoenix Insurance Co of Hartford, (1928) 33 Com.Cas. 197 a time limit on claims was imposed by the policy and not by the certificate (which was again said to represent and take the place of the policy). It was again held that the buyer's right of action was not restricted by the time limit as it was contained only in the policy. The underwriter could have invoked that time limit only if he had given notice of it to the insured so as to incorporate it in the certificate; and he had not done so merely because the clause might "with diligence be found in the crazy patchwork of documents and clauses" which constituted the policy. The issue in these cases was between the underwriter and the buyer*
- The same conclusion was reached in a subsequent case: **MacLeod Ross & Co v Compagnie d'Assurances Generales l'Helvetia of St Gall [1952] All E.R. 331**. In this case, a French firm of forwarding agents took out an open policy of insurance with the defendants, a Swiss insurance company, to cover shipments. The policy contained a number of conditions, including one specifying that, in the event of a dispute, the defendants could only be sued by a tribunal of commerce of the place where the contract was entered into (i.e. Switzerland). The defendants issued the plaintiff's agents two insurance certificates entitled "Addendum to insurance policy", purporting to be issued pursuant to the open policy. These certificates contained, however, conditions as to certain risks not contained in the original policy, and also contained no reference to the exclusive Swiss jurisdiction clause. The defendants therefore applied to stay an action when the plaintiffs brought an action against them in London.
- The Court of Appeal held, on construction, that the open policy and the certificates were separate contracts – the condition ousting the jurisdiction of the court was not available on an application by them to stay the action. The holder of the insurance certificates was held not to be bound by the jurisdiction clause because it was not set out on the face of the certificates. In giving the judgment of the Court of Appeal, Lord Denning said: *"It must be remembered that the insurance company issued this certificate with the intention that it should be indorsed to the holder and be acted on by him. When the insurance company printed conditions on the back they presumably printed all those which concerned the holder, and omitted those which did not concern him. I do not think it would be right to hold him bound by other conditions which were not drawn to his attention at all"*

Applying the principles in the three cases mentioned above allows an argument to be made that an Insurer has no right to rely against a CIF Buyer on a term of the policy which was not also set out on the face of the insurance certificate.